

Les effets économiques de la hausse des dépenses de santé

En Suisse, les dépenses de santé ont continuellement augmenté ces dernières années. Est-ce pour le meilleur ou pour le pire? Du point de vue économique, les conséquences d'une telle évolution tendent à être positives, puisque tant le produit intérieur brut que l'emploi progressent à court et à moyen terme lorsque les dépenses de santé augmentent. À long terme également, cette hausse a des effets bénéfiques sur la croissance et le bien-être. Des réductions de primes permettent de compenser sensiblement les écarts de charge financière entre les ménages. Pour autant, ces effets positifs ne justifient nullement un accroissement incontrôlé des dépenses de santé. Il importe d'utiliser les fonds de manière ciblée et efficace et de tenir compte des coûts d'opportunité qui se présentent en cas de réduction ou de suppression d'autres dépenses.

- 1 Voir www.bfs.admin.ch, rubriques «Thèmes», «Coût, financement», «Données, indicateurs», «Vue d'ensemble».
2 La quote-part du PIB est restée stable, ou a légèrement reculé, au cours des cinq dernières années (2004–2008).



L'étude considère la hausse des dépenses de santé sous divers angles. Elle analyse également son effet économique structurel à court et moyen termes de même que son dynamisme à long terme avec son impact sur la croissance, le bien-être et la charge financière des ménages.

Photo: Keystone

Le secteur de la santé est l'une des branches les plus importantes de l'économie helvétique. En 2008, les dépenses de santé ont atteint quelque 58 milliards de francs¹, ce qui correspond à près de 11% du produit intérieur brut (PIB), lequel est égal à 520 milliards de francs. Ces dépenses progressent sans discontinuer²: elles ont, ainsi, crû de plus de 40% entre 1999 et 2008. Pas étonnant, dès lors, qu'elles fassent régulièrement la une des médias et reviennent sans cesse dans le débat politique et public.

Des dépenses de santé de 58 milliards de francs sont-elles positives ou négatives? À quoi servent-elles? Notre économie se

porte-t-elle mieux quand elles augmentent? Qui sont les gagnants et les perdants? C'est à ces questions que notre enquête s'est attachée à répondre. La hausse des dépenses de santé a été examinée sous divers angles; son effet économique structurel à court et moyen termes a été analysé au même titre que son dynamisme à long terme avec son impact sur la croissance, le bien-être et la charge financière des ménages.

Hausse à court et à moyen termes du produit intérieur brut et de l'emploi

Nous nous sommes d'abord penchés sur les effets de la hausse des dépenses de santé sur l'économie. À l'aide d'un modèle intrants-résultats, qui reproduit la situation économique de la Suisse et les interdépendances entre les prestations intermédiaires dans les différents secteurs, nous avons simulé une hausse des dépenses de santé de 5 milliards de francs induite par la demande et non par les prix. Le budget des ménages étant limité, nous avons par ailleurs réduit linéairement de 5 milliards de francs les dépenses



Anna Vettori
Économiste, cheffe de projet, INFRAS, Zurich



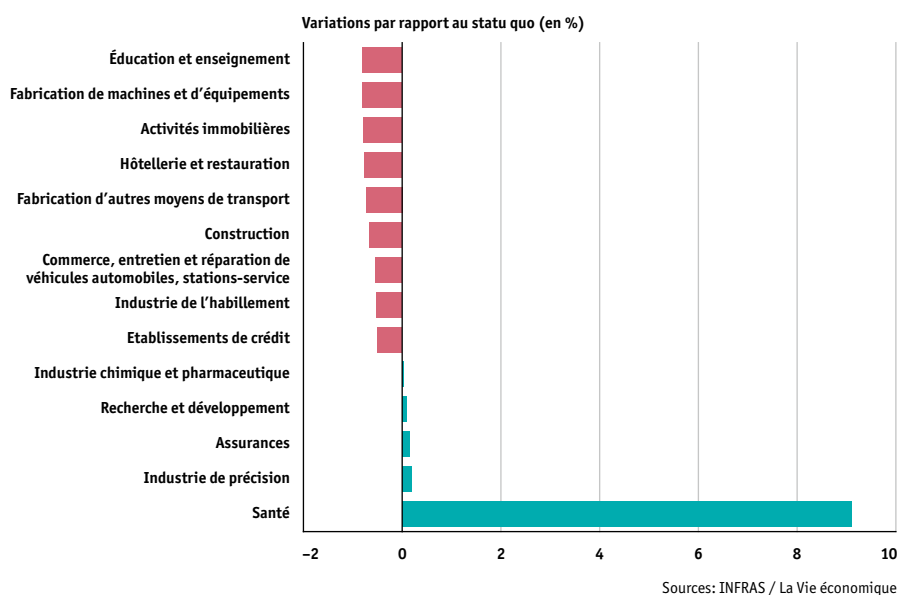
Judith Trageser
Économiste, cheffe de projet, INFRAS, Zurich



Martin Peter
Spécialiste en économie publique, chef de secteur, INFRAS, Zurich

Graphique 1

Impact de la hausse des dépenses de santé sur la valeur ajoutée et l'emploi



affectées à tous les autres biens et services. Le modèle fonctionne comme une comparaison statique, c'est-à-dire que les résultats correspondent à une photographie de deux états différents, sans prise en compte des effets dynamiques (voir ci-dessous). Le modèle et les résultats ne tiennent pas compte d'éventuels changements structurels à venir au sein du système de santé, par exemple entre soins aigus et traitements de longue durée.

Les dépenses de santé sont versées à toute une série d'institutions, comme les hôpitaux, EMS, cabinets médicaux, pharmacies et sociétés pharmaceutiques. Si elles augmentent en raison d'une demande accrue en prestations de santé, ce qu'il faut avant tout, c'est plus de médecins, de personnel soignant et de personnel de cabinets médicaux.

Les prestations de santé sont plus intensives en termes de valeur ajoutée et de main-d'œuvre que la moyenne des branches suisses. Il est donc logique que la hausse des dépenses de santé entraîne une augmentation de l'emploi lorsque, simultanément, la demande diminue pour tous les autres biens. Étant donné que le secteur de la santé présente un coefficient d'emploi et de valeur ajoutée supérieur et qu'il importe moins de prestations intermédiaires de l'étranger que la moyenne des autres branches suisses, il fait aussi progresser le PIB. Lorsque les dépenses de santé augmentent de 5 milliards de francs, tandis que toutes les autres dépenses diminuent d'autant, les modèles de calculs font apparaître une hausse du PIB de 0,30% ou de plus de 1 milliard de francs; en termes de

main-d'œuvre, la progression est de 0,53% ou de 17 000 emplois à plein temps environ. Cette hausse profite principalement aux entreprises du secteur de la santé ainsi qu'aux secteurs connexes de prestations intermédiaires, par exemple l'industrie de précision et les assurances. D'autres secteurs enregistrent, par contre, un recul, qui reste toutefois limité dans la mesure où les dépenses consacrées aux autres biens et services sont réduites linéairement et que les effets correspondants se répartissent largement sur les différentes branches (voir *graphique 1*). Au sein du secteur de la santé, la situation est comparable: les sous-secteurs tels que les hôpitaux, les soins à domicile (Spitex) et les cabinets médicaux, qui produisent presque exclusivement pour la demande finale nationale, réagissent par une nette progression de la valeur ajoutée et de l'emploi. En revanche, dans le sous-secteur de l'industrie pharmaceutique, qui est fortement axé sur l'exportation et qui, de ce fait même, ne profite guère du renforcement de la demande finale nationale, l'augmentation de la valeur ajoutée et de l'emploi est nettement inférieure à la moyenne.

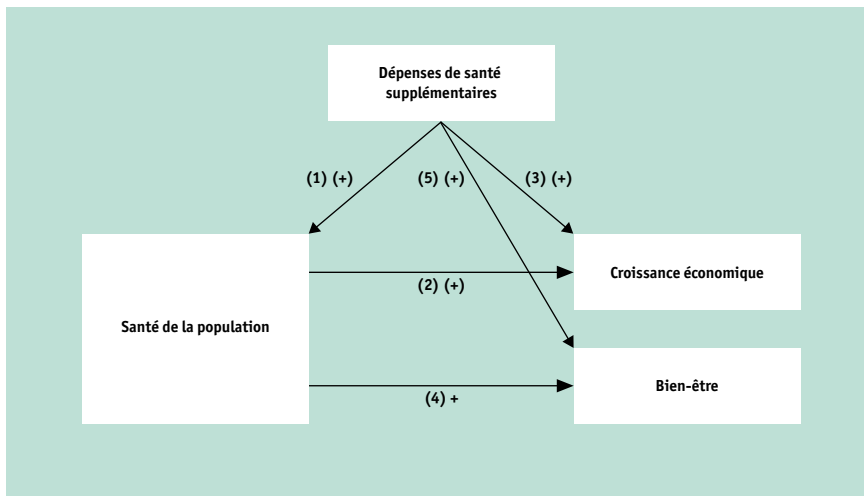
Des effets qui tendent à être positifs à long terme sur la santé, la croissance et le bien-être

Nous avons étudié les effets que présente le dynamisme des dépenses de santé à long terme, d'une part, sur la croissance économique – mesurée à l'évolution du PIB – et, d'autre part, sur le bien-être, notion qui recouvre aussi des aspects immatériels tels que la qualité et l'espérance de vie. Pour bien saisir les effets des dépenses sociales en termes de croissance et de bien-être, il faut porter un regard différencié sur les liens de cause à effet: la relation entre les dépenses de santé et la santé de la population doit d'abord être examinée avant de se poser la question de l'impact qu'a la santé sur la croissance économique et le bien-être. En tant que bien de consommation, la santé permet aux individus d'accroître leur bien-être et leur donne la liberté de réaliser leurs désirs. En tant que capital, elle leur permet d'obtenir un revenu sur le marché du travail. Les effets à long terme des variations de l'état de santé sur la productivité du travail et, par voie de conséquence, sur la croissance économique, jouent à cet égard un rôle considérable.

D'une manière générale, nous avons cherché à savoir comment les divers mécanismes de cause à effet liés à une hausse des dépenses de santé influent conjointement sur la croissance et le bien-être. À cet effet, nous avons procédé à une analyse systématique des ré-

Graphique 2

Liens de cause à effet dans une perspective à long terme



Sources: INFRAS / La Vie économique

sultats empiriques obtenus dans le cadre d'études suisses ou étrangères existantes. Les auteurs de ces études ont examiné divers liens de causalité à l'aide de méthodes (statistiques) différentes³ et obtenu des réponses plus ou moins univoques suivant les liens analysés (voir *graphique 2*). Une augmentation des dépenses de santé a des effets qui tendent à être positifs sur la santé (1), avec toutefois un bénéfice supplémentaire décroissant. Ce résultat est significatif pour la Suisse, où le niveau des dépenses est déjà élevé. Selon de récentes études empiriques, il semble, cependant, que le potentiel en matière de dépenses de santé ne soit pas encore épuisé dans notre pays. Aussi est-il important de bien cibler les dépenses supplémentaires. D'autres études montrent aussi que l'état de santé de la population n'est pas uniquement influencé par les dépenses de santé mais aussi, et dans une mesure non négligeable, par des facteurs tels que le revenu ou la formation. Lorsqu'il s'agit de trancher entre des dépenses de santé supplémentaires et d'autres dépenses, il convient donc de mettre en balance l'efficacité des diverses options en termes de coûts.

Notre analyse révèle aussi que la hausse des dépenses de santé peut avoir des effets tout à fait positifs sur la croissance économique. Suivant la méthodologie appliquée, toutefois, les liens de causalité sont plus ou moins évidents. Par exemple, alors que l'étude du rapport entre santé et productivité du travail individuelle débouche sur un résultat nettement positif, les études consacrées aux effets directs de la santé de la population

sur la croissance économique ne relèvent en revanche qu'un impact faible, voire nul (2). Il est possible que l'effet mesuré soit atténué par le vieillissement démographique dans la mesure où, d'une part, les personnes retraitées d'un certain âge ne contribuent plus directement à l'augmentation du PIB et où, d'autre part, la charge financière de la population active augmente du fait des coûts salariaux annexes. Les résultats donnent, toutefois, à penser que l'impact de la santé sur la croissance économique serait plus fort si l'état de santé était mesuré à l'aide d'indicateurs plus pointus, ceux de la morbidité, par exemple. Ce point requiert des recherches complémentaires.

D'une manière générale, une hausse des dépenses de santé tend à avoir des effets positifs sur la croissance économique (3). Le rôle des coûts d'opportunité liés à une hausse des dépenses de santé ainsi que leurs conséquences sur la croissance économique méritent un examen plus approfondi.

L'impact de la santé sur le bien-être est à l'évidence positif (4): les individus en bonne santé en retirent un bénéfice non seulement financier, sous la forme d'un revenu supérieur en raison de leur productivité, mais aussi non monétaire, sous la forme d'une meilleure qualité de vie. On constate dans la population suisse une forte propension à dépenser pour améliorer son état de santé et bénéficier, par exemple, d'une meilleure espérance de vie. L'étude permet aussi de conclure que les effets plutôt positifs des dépenses de santé sur la croissance économique s'observent également sous la forme d'une amélioration du bien-être.

On est donc porté à conclure qu'une hausse des dépenses de santé a globalement des effets positifs sur le bien-être (5). Là aussi, cependant, il n'existe pratiquement aucun indice empirique qui permette de se prononcer de manière claire et définitive sur le rôle des coûts d'opportunité dans les dépenses de santé croissantes.

Des réductions de primes compensent partiellement les écarts de charge entre les ménages

La hausse des dépenses de santé est souvent mise en relation avec la charge financière croissante des ménages. Elle se traduit par une augmentation des primes d'assurance maladie pour les assurés, mais aussi par des dépenses accrues pour les pouvoirs publics, ces dernières étant couvertes par l'impôt et, au bout du compte, répercutées sur les ménages. Il s'agit donc de déterminer les catégories de ménages pour lesquelles le poids des dépenses de santé est le plus lourd.

3 Suhrcke et al. (2005) fournit une bonne vue d'ensemble des divers liens de causalité.

Nous avons examiné à cette fin des données issues de l'enquête sur le budget des ménages (EBM)⁴. Ces données présentent néanmoins des lacunes, elles sont notamment peu fiables pour ce qui concerne les réductions de primes. Il convient donc, pour l'instant, d'interpréter avec prudence les résultats obtenus sur cette base. Si l'on classe les ménages en fonction du revenu, c'est dans les catégories inférieures que la charge financière après réduction des primes pèse le plus (17 à 22% du revenu disponible). Dans les catégories de revenu élevées, la charge relative après réduction des primes se situe encore entre 11 et 14%. Les écarts seraient nettement plus importants sans les réductions de primes. Si l'on examine la charge financière selon le type de ménage – p. ex.: personnes seules, couples ou familles –, le résultat après réduction des primes est équilibré et se situe entre 12 et 13%. En moyenne, les dépenses de santé représentent 14% du budget des ménages, ce qui correspond à une part non négligeable du revenu disponible.

Pas de feu vert à une hausse incontrôlée des dépenses de santé

La hausse des dépenses de santé n'est pas une mauvaise chose en soi. Au contraire, elle déploie des effets positifs sur la santé, l'espérance de vie, la qualité de vie et la croissance économique. À court et à moyen termes, ses effets sont clairement positifs en termes de PIB et d'emploi⁵. À plus long terme aussi, on observe sur la base de divers mécanismes de cause à effet (dépenses de santé → santé → croissance/bien-être) que les effets tendent à être positifs. Une analyse différenciée des connaissances actuellement disponibles fait apparaître des résultats plus ou moins étayés, suivant le lien de cause à effet examiné. Si la relation entre un meilleur état de santé et le bien-être est de toute évidence positive, les autres liens (p. ex. entre dépenses de santé et croissance) ne peuvent pas être établis de manière scientifiquement concluante. Un examen rapproché montre que des dépenses de santé croissantes pèsent plus ou moins lourdement sur le budget des ménages. Les réductions de primes permettent d'atténuer cette charge financière pour les revenus les plus modestes et les familles.

Comment faut-il dès lors interpréter ces résultats? Devons-nous investir aveuglément dans notre système de santé? La réponse est non, bien entendu. Car une hausse du PIB et de l'emploi ne saurait justifier une augmentation constante et illimitée des dépenses de santé. Notre système présente d'ores et déjà un niveau de qualité élevé et l'offre de soins médicaux est chez nous excellente. La popu-

lation suisse jouit d'une très longue espérance de vie et d'un état de santé meilleur que la moyenne. S'il n'est guère possible de déterminer empiriquement le niveau de dépenses de santé optimal en termes de bien-être, il ressort clairement de la littérature spécifique que le bénéfice marginal diminue à mesure que les dépenses de santé augmentent. Cependant, même dans un pays comme la Suisse qui dispose déjà d'un niveau de prestations sanitaires élevé, une mise en œuvre ciblée et efficace des ressources peut apporter un bénéfice supplémentaire appréciable.

Dans ce contexte, il convient aussi de souligner que la Suisse affiche des dépenses de santé élevées par rapport à d'autres pays. Il est donc intéressant de s'interroger sur l'efficacité du système de santé et le rôle des facteurs de hausse des coûts, tels les incitations inopportunes ou les prix administrés. Il faut savoir par ailleurs qu'une hausse des dépenses de santé va toujours de pair avec des coûts d'opportunité économiques. En effet, les ressources consacrées à la santé ne vont pas aux autres secteurs, d'où l'importance d'utiliser les moyens à disposition aussi efficacement que possible. L'efficacité des dépenses supplémentaires en purs termes de coûts (que ce soit pour des mesures de prévention ou de médecine curative) ainsi que les coûts d'opportunité (p. ex. parce qu'on renonce à des dépenses supplémentaires pour la formation) méritent donc un examen attentif. Afin de pouvoir garantir une utilisation efficace des ressources dans le secteur de la santé, qui tienne compte aussi du facteur de la répartition, il nous paraît finalement indispensable d'améliorer la qualité des bases de données disponibles (relatives à l'efficacité en termes de coûts et à la charge financière des ménages, par exemple).

Encadré 1

Bibliographie

- Infras, *Les effets économiques de la hausse des dépenses de santé*, 2009. Rédigé par Iten R., A. Vettori, J. Trageser, C. Marti et M. Peter sur mandat de l'Association des entreprises pharmaceutiques en Suisse (Vips). Zurich.
- Kirchgässner G. et Gerritzen B., *Leistungsfähigkeit und Effizienz von Gesundheitssystemen: Die Schweiz im internationalen Vergleich*, 2011. Expertise rédigée à l'attention du Secrétariat d'État à l'économie SECO.
- Suhrcke M., McKee M., Sauto Arce R., Tsolova S. et Mortensen J., *The Contribution of Health to the Economy in the European Union*, Luxembourg, 2005, Office des publications de l'Union européenne.

4 Les données EBM sont recensées chaque année par l'Office fédéral de la statistique (OFS).

5 En cas de recul simultané et de même ampleur de la demande d'autres biens et dans la structure économique actuelle de la Suisse.